

ETATS DES LIEUX DE LA FISCALITE ENVIRONNEMENTALE : Revue de littérature systématique

STATE OF THE ART IN ENVIRONMENTAL TAXATION: A systematic literature review

OUBLAID Anass

Doctorant

Université Mohammed V de Rabat

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS, DROIT DES
AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (LARMODAD)

Maroc

oublaidanass@gmail.com

BELMOURED Loubna

Enseignante chercheuse

Université Mohammed V de Rabat

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS, DROIT DES
AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (LARMODAD)

Maroc

belmourd.loubna@yahoo.fr

IAZZA MOHAMED

Doctorant

Université Mohammed V de Rabat

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS, DROIT DES
AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (LARMODAD)

Maroc

mohamediazza2012@gmail.com

Date de soumission : 18/07/2023

Date d'acceptation : 07/11/2023

Pour citer cet article :

OUBLAID A. & al. (2023) «ETATS DES LIEUX DE LA FISCALITE ENVIRONNEMENTALE :

Revue de littérature systématique », Revue Internationale du Chercheur « Volume 4: Numéro 4 » pp : 93 -

117

Résumé

Les études sur l'économie politique de la fiscalité environnementale se sont surtout attachées à expliquer pourquoi (ou non) les taxes vertes sont préférées à d'autres instruments de régulation, comment et pourquoi elles s'écartent de l'idéal pigouvien. La question tout aussi importante de savoir ce qui arrive aux revenus de ces taxes de leurs manières d'affectation. Dans cet article, nous présentons une Revue Systématique de la Littérature (RLS) de 2000 à 2021, sur l'état des lieux de la fiscalité environnementale à l'échelle mondiale. Nous avons utilisé plusieurs bases de données et référentiels scientifiques : Scopus, ScienceDirect, Web of science, Springer, pour extraire et analyser 358 références, avec les logiciels de gestion bibliographique Zotero et NVIVO. Après une méta-analyse, nous nous sommes concentrés sur les travaux qui répondent à nos critères de recherche. En conséquence, nous avons constaté qu'il y a une forte tendance vers l'instauration de ce système fiscal, nous concluons alors que la fiscalité environnementale, en particulier, est considérée comme un outil puissant de contrôle de la pollution. Plus important encore, elle fournit des recettes publiques qui peuvent être recyclées tant au niveau des États afin d'influencer les principales variables macroéconomiques.

Mots clés : Taxe verte ; externalités négatives ; politique environnementale ; tarification du carbone ; fiscalité optimale.

Abstract

Studies on the political economy of environmental taxation have focused on explaining why (or why not) green taxes are preferred to other regulatory instruments, and how and why they deviate from the Pigouvian ideal. Equally important is the question of what happens to the revenues from these taxes in the ways in which they are allocated. In this article, we present a Systematic Literature Review (SLR) from 2000 to 2021, on the state of the art of environmental taxation worldwide. We used several databases and scientific repositories: Scopus, ScienceDirect, Web of science, Springer, to extract and analyse 358 references, with the bibliographic management software Zotero and NVIVO. After a meta-analysis, we focused on works that met our search criteria. As a result, we found that there is a strong trend towards the introduction of this tax system, so we conclude that environmental taxation, in particular, is seen as a powerful tool for controlling pollution. More importantly, it provides public revenues that can be recycled both at State level to influence the main macroeconomic variables.

Keywords: Green tax ; negative externalities ; environmental policy ; carbon pricing ; optimal taxation.

Introduction

Au cours des dernières décennies, le changement climatique a été perçu comme la pire externalité que notre planète n'ait jamais connue. Cette externalité est le résultat principal de l'accumulation des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, dont 75% provient de la consommation des combustibles fossiles (GIEC, 2014). Les conséquences comprennent l'augmentation de la température moyenne mondiale, l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des conditions météorologiques extrêmes « telles que les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations), ainsi que l'évolution du niveau de la mer (World Bank Group, 2014). (Alvarez, Maximiliano, 2019).

De ce fait, ces conséquences néfastes de l'effet de serre obligent les gouvernements à définir et à concevoir des politiques fiscales environnementales pour faire face non seulement au réchauffement climatique, mais aussi aux conséquences économiques résultant de la réduction des émissions, telles qu'une variation négative du PIB. (Ciaschini et al, 2012). Le protocole de Kyoto a stimulé l'adoption d'une première génération de politiques climatiques (Fankhauser et al. 2015).

En outre, l'analyse comparative des expériences des différents pays à l'échelle mondiale en matière de la conception de politiques écologiques, aussi bien caractérisés par des structures économiques et législatives assez différentes, peut soutenir la conception de politiques cohérentes orientées vers la promotion de l'environnement. Comme l'ont souligné précédemment Castiglione et al. (2014), une meilleure compréhension des principaux facteurs influençant la fiscalité environnementale peut contribuer à accroître l'efficacité de cet instrument politique.

Selon Alvarez et Maximiliano (2019), les taxes environnementales sont conçues pour atténuer les problèmes environnementaux causés par les activités économiques. Elles trouvent leurs fondements dans les idées séminales d'internalisation des externalités et de maximisation du bien-être social en présence de défaillances du marché. Dans le même courant, Pigou (1920) a proposé d'internaliser les externalités au moyen d'une taxe optimale, appelée « taxe pigouvienne », de sorte que la quantité produite d'un bien ou d'un service qui génère l'externalité négative soit réduite au point que la recette marginale soit égale au coût marginal social.

Un autre instrument fondé sur le marché est le plafonnement et l'échange (également connu sous le nom de « système d'échange de droits d'émission »), qui consiste à limiter la quantité

d'externalités dans une économie, en mettant aux enchères des permis de pollution, que les entreprises peuvent soit utilisé en vue de justifier leurs niveau des émissions, soit les échanger sous forme des quotas en contrepartie d'une valeur monétaire déterminé par le marché avec des entreprises qui ont déjà dépassé leurs autorisations en émissions.

Outre les instruments de prix, les responsables politiques disposent également de mécanismes de type réglementation direct, tels que l'investissement public dans la recherche et le développement (R&D), le financement public direct de la R&D privée, les incitations à l'adoption de technologies, les normes d'efficacité énergétique ou les normes technologiques. (Alvarez et Maximiliano, 2019) Toutefois, L'une des différences frappantes entre les mécanismes de prix et les autres types de politiques sont que les mécanismes basés sur le marché génèrent des recettes fiscales qui peuvent être recyclées sous la forme d'une modification d'autres distorsions économiques, mais aussi d'une réduction d'autres taxes plus distorsives. Comme souligne Feng, Chun-chiang, et al. (2020), une taxe sur le carbone est un outil puissant pour réduire les émissions de carbone directement par l'internalisation des coûts externes de la pollution. Sous condition de recycler les recettes fiscales en d'autres taxes, subventions et transferts.

Dans cet environnement, nous sommes tentés de nous interroger quel peut être l'apport de l'outil fiscal écologique sur la performance des entreprises. Ce constat, nous a conduits à poser forcément la problématique suivante : **En quoi et sous quelle forme l'instauration de la taxe écologique aura un impact sur la performance des entreprises ?**

La méthodologie que nous avons utilisée dans notre article repose sur une revue de la littérature en tant qu'élément clé pour établir le contexte de la problématique. Ensuite, nous avons entrepris une recherche qualitative qui s'appuie sur le traitement et l'analyse approfondis des données documentaires, en mettant particulièrement l'accent sur les articles scientifiques publiés dans notre domaine de recherche. La présente revue systématique a pour objet également de cerner les modèles conceptuels et méthodologiques des études réalisées jusqu'à présent. Dans cette optique, cette revue de littérature systématique a pour vocation à travers une synthèse des articles paru entre 2000 et 2021 d'avancer dans les connaissances concernant les facteurs qui impactent la performance de la fiscalité environnementale des pays sélectionnés.

Lors de la détermination de la période d'étude pour notre analyse des articles scientifiques portant sur la fiscalité environnementale, nous avons pris en compte plusieurs facteurs critiques. Tout d'abord, la disponibilité des données joue un rôle prépondérant dans la qualité et la fiabilité de notre recherche. En excluant les années 2022 et 2023 de notre période d'étude, nous nous assurons que les données et les recherches pertinentes pour ces années soient suffisamment consolidées et accessibles pour une analyse approfondie. De plus, cette décision est en ligne avec notre objectif de fournir des résultats fondés sur des informations complètes et vérifiables. En outre, la sélection des années antérieures sert également à obtenir un recul temporel significatif. En nous limitant aux années jusqu'à 2021, nous sommes en mesure de prendre en compte les impacts à plus long terme des politiques de fiscalité environnementale et des stratégies mises en place au fil des années précédentes. Cela nous permet d'observer les évolutions sur une période plus étendue, ce qui est essentiel pour une compréhension approfondie des effets cumulatifs de ces mesures.

Ce projet de recherche sera structuré en six sections essentielles. Dans un premier temps, la Motivation et la Justification de l'étude éclaireront les raisons sous-jacentes à sa réalisation ainsi que son importance académique ou pratique. Ensuite, la Méthodologie sera détaillée pour exposer les approches de collecte et d'analyse de données adoptées. La section Résultats présentera les découvertes obtenues suite à l'analyse des données collectées. Les Variables de Recherche seront explicitées, mettant en avant les éléments mesurés et étudiés. La Discussion interprétera les résultats dans le contexte de la recherche existante, explorant leurs implications et limites. Enfin, le Modèle de Recherche résumera les conclusions clé de l'étude et suggérera des directions pour les futures investigations.

1. Motivation et justification de l'étude

Cette étude a été motivée par le fait que des preuves et les travaux empiriques sont nécessaires pour que les cadres théoriques soient acceptés par la communauté scientifique. Une recherche récente et approfondie dans la littérature existante dans notre domaine de recherche n'a révélé aucune revue de littérature systématique avec une valeur ajoutée scientifique. Par conséquent, il était nécessaire de fournir au public un aperçu accrédité de la situation actuelle des réformes fiscales environnementales. Cet article vise alors à combler cette lacune.

La valeur de chaque étude dépend de la manière dont elle s'intègre aux travaux antérieurs et les élargit, ainsi que de ses propriétés intrinsèques. Ainsi, rassembler tous les résultats fiables et

crédibles des recherches précédentes serait une étape vers la compréhension de l'ensemble et la construction d'une carte de nos connaissances dans le domaine. En un sens, la raison d'être de notre étude était de gérer une quantité écrasante de publications par une exploration critique, une évaluation et une synthèse des résultats empiriques antérieurs qui méritent une réflexion approfondie.

L'objectif de ce document est de réaliser une revue systématique des preuves empiriques afin de contribuer à :

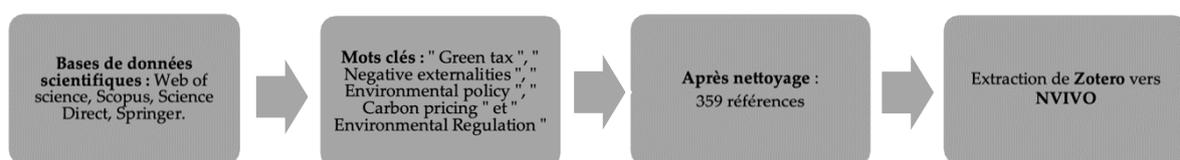
- ❖ Une documentation complète, claire et précise des approches de recherche appliquées jusqu'à présent,
- ❖ Une étude de faisabilité qui saisit les forces et les faiblesses de la recherche dans le domaine,
- ❖ L'identification des menaces possibles, et ainsi motiver la communauté de recherche à redéfinir les questions ou les hypothèses connexes pour des recherches ultérieures.

2. La méthodologie

Notre objectif est de nous concentrer sur la place que les taxes environnementales pourraient occuper au développement économique, ainsi que sur l'état des lieux de ce régime dans les économies du monde, Nous avons réalisé cette étude en juin 2021.

Pour construire nos requêtes, les mots-clés choisis sont : " Negative externalities ", "Green tax", " Environmental policy ", " Environmental Regulation " et " Carbon pricing ". Cette requête est effectuée sur des bases de données sélectionnées : Scopus, Springer, ScienceDirect et web of science, après extraction des références, la base de données Zotero contient 359 références, qui seront analysées par le logiciel d'analyse de données NVIVO. Voir figure 1 ci-dessous

Figure N°1 : Méthodologie de recherche bibliographique



Source : Élaboré par nos soins

2.1. Revue de littérature quantitative systématique

L'idée d'une revue de littérature quantitative systématique (RLQS) est récemment mise en avant par Catherine Pickering (Pickering et Byrne 2013 ; Pickering et al. 2015). Traditionnellement, les méthodes des revues de littérature n'ont pas toujours été très claires. Ces revues ont été critiquées pour leur manque d'objectivité et de rigueur scientifique, car les choix de recherche sont arbitraires (pas de critères de sélection clairs) et l'analyse de la recherche est influencée par les préjugés des chercheurs. L'étude ne sera pas reproductible.

Pourtant, en vue de rendre le processus de revue plus scientifique et plus rigoureux, les auteurs s'orientent récemment vers la RLQS, qui utilise des méthodes explicites et systématiques pour identifier, sélectionner, évaluer et analyser les études afin de répondre à une question spécifique. Les chercheurs feront des recherches dans différentes bases de données et autres sources pour s'assurer qu'ils trouvent toutes les études pertinentes. De plus, les critères de sélection sont très clairs et deux personnes participent à toutes les étapes de l'examen afin de minimiser les biais de sélection.

En effet, le but ultime de la RLQS n'est pas de fournir des pratiques fondées sur des " preuves " en utilisant une taille d'effet avec des techniques statistiques sophistiquées ; elle vise plutôt à offrir des " connaissances sur " ce que nous savons " ainsi que sur " ce que nous ne savons pas " en identifiant les tendances et les lacunes de la recherche (Pickering et al. 2015, p. 1761). En d'autres termes, RLQS ne se concentre pas sur les résultats des études existantes, comme la puissance statistique, mais sur leur contenu, comme la méthodologie utilisée ou si les résultats sont positifs/neutres/négatifs. Elle vise à offrir une compréhension numérique de ces aspects.

Puisque notre objectif dans ce document est de fournir une image globale des questions susmentionnées en relation avec l'application des théories de la fiscalité environnementale partout dans le monde, nous considérons que la méthode RLQS est la plus appropriée. Le nombre d'articles qui utilisent cette méthode est en augmentation dans diverses disciplines. Cependant, après notre recherche, ce type de littérature est rare dans le domaine de la fiscalité.

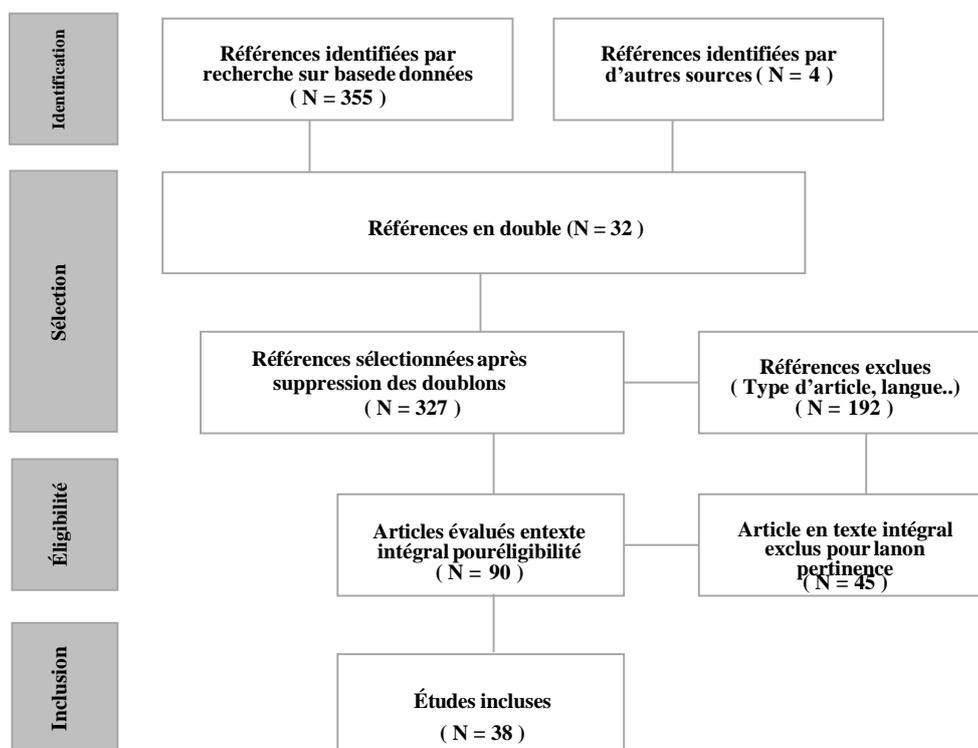
2.2. Méthode PRISMA

Afin de garantir la transparence et l'exhaustivité de notre examen systématique et de notre méta- analyse, nous avons suivi le cadre PRISMA. Nous avons recherché des études dans quatre bases de données : Web of Science, Scopus, Science Direct et Springer (jusqu'en juin 2021).

Nous avons choisi ces bases de données, car elles sont les plus utilisées pour les revues dans le domaine de la fiscalité. Nous avons utilisé la chaîne de mots-clés suivants pour trouver le plus grand nombre possible d'articles susceptibles de répondre à nos questions de recherche : (Green tax) ET (Negative externalities) ET (Environmental policy) ET (Carbon pricing) ET (Environmental Regulation) ET (Emission tax). Nous avons adapté la syntaxe de la chaîne de mots-clés de manière appropriée pour chaque base de données. La recherche a été limitée au titre, au résumé et aux mots-clés spécifiés par les auteurs. En outre, nous avons utilisé les listes de références des articles obtenus par les recherches dans les bases de données pour rechercher des articles supplémentaires correspondant à nos critères de recherche.

Ici, le nombre total d'articles contenant "Green tax", "Negative externalities", "Environmental policy", "Carbon pricing" et « Environmental Regulation » dans le résumé, le titre ou les mots-clés (auteur et mots-clés indexés) avec le type de document article lors de la sélection initiale était de 359. Le processus de sélection des articles éligibles basé sur les éléments de rapport préférés pour les revues systématiques et les méta-analyses (PRISMA) est présenté dans la figure 2 suivant.

Figure N°2 : Organigramme de l'examen systématique base sur la méthode (Prisma).



Source : Élaboré par nos soins

Enfin, pour élargir les résultats en raison d'un nombre modeste d'études pertinentes, les références croisées dans les articles inclus ont été examinées. La recherche est présentée graphiquement selon le diagramme de consort PRISMA (Fig. 2) et a été effectuée conformément aux directives PRISMA en tant qu'examen systématique.

Inclure	Exclure
Articles publiés dans des revues ayant un facteur d'impact	Articles qui ne présentent pas de données empiriques (par exemple, articles théoriques et conceptuels, essais, démonstration d'outils, etc.)
Articles complets publiés dans de comptes rendus de conférences/ateliers internationaux	Résumé non disponible,
Date de 2000 à 2021	Articles courts de conférences/ateliers
	Chapitres de livres

Nous avons passé en revue les articles obtenus pour nous assurer de leur pertinence dans le cadre d'un processus de sélection en deux étapes. Dans la première étape, nous avons lu les titres et les résumés et exclu les articles qui ne répondaient pas à nos critères de sélection. La deuxième étape a consisté à obtenir le texte intégral et à lire l'intégralité des articles, puis à les ajouter à notre base de données pour examen. À cette étape, les articles ont été écartés s'ils (a) ils ne contenaient pas de données de recherche originales ; (b) ils ne sont pas publiés dans des articles avec un facteur d'impact ; (c) ils ne présentent pas de données empiriques (par exemple, les articles théoriques et conceptuels, les essais, la démonstration d'outils, etc.) ; (d) ils n'avaient pas été entièrement publiés en français ou en anglais ; et (e) ils ne sont pas publiés durant la période allant entre 2000 et 2021. Nous n'avons donc pas inclus les articles de synthèse et de méta-analyse, les rapports gouvernementaux ou la littérature grise (La littérature grise correspond à des documents produits par diverses entité publiques, commerciales ou industrielles soumise à des règles de propriété intellectuelle et non contrôlée par des publications commerciales.). Nous avons conservé tous les enregistrements de la recherche documentaire et le nombre d'articles inclus et exclus à chaque étape de cette étude, conformément au cadre PRISMA (Figure 2).

3. Résultats

Notre corpus est principalement constitué de 4 bases de données avec plus de références qui répondent à nos critères de recherche, qui sont respectivement Scopus, ScienceDirect, Web of Science et Springer. De plus, la totalité des références contient seulement des articles de revue avec un nombre total de 38 articles. (tableau 1)

Tableau N°1 : Liste des bases de données scientifiques

Base de données	Nbre.	%
ScienceDirect	29	76,3%
Scopus	4	10,5%
Springer	4	10,5%
Web of science	1	2,7%
Total	38	100,0%

Source : Élaboré par nos soins

D'après toutes nos références, le début de la publication a été 1999 comme le montre le tableau ci-dessous. Nous observons que l'année où le nombre de publications commence à augmenter est 2011.

Tableau N°2 : Nombre de publications par année

Années	Nbre.	%
1999	1	2,6%
2006	1	2,6%
2007	1	2,6%
2010	1	2,6%
2011	5	13,5%
2012	1	2,6%
2013	4	10,5%
2014	6	15,8%
2015	4	10,5%
2016	1	2,6%
2017	1	2,6%
2018	1	2,6%
2019	7	18,4%
2020	3	7,9%
2021	1	2,6%
Total	38	100,0

Source : Élaboré par nos soins

Les travaux de recherche inclus dans notre analyse ont été publiés au cours d'une période de 21 ans (1999-2021). Le nombre de publications a augmenté au fil du temps : une seule a été publiée pendant la période 1999-2000, trois pendant la période 2001-2010 et 34 de 2010 à 2021. (Voir tableau 2)

Le nuage de mots illustré dans l'image ci-dessous a été obtenu après l'analyse des résumés des références collectées. Les mots qui apparaissent en tête des occurrences sont respectivement ; "tax". "environnemental". "energy". Nous remarquons également qu'au deuxième niveau nous trouvons les mots "policy". "revenue". "reform". "carbon". "model". "income". Ajoutons qu'au troisième niveau nous constatons les mots suivants ; "green". "emissions" "pollution". "reduction". "equilibrium". "recycling". "price". "optimal". "marginal". "regressive". "gouvernement".

Figure N°3 : Les mots les plus récurrents dans le corpus



Source : Élaboré par nos soins

Le tableau ci-dessous présente les auteurs qui produisent le plus d'articles dans notre recherche, cependant, ces auteurs n'ont pas présenté une étude comparative des différentes conceptions et composantes de la fiscalité environnementale (Figure 3).

Tableau N°3 : Les mots les plus récurrents dans le corpus

Les auteurs	Nbr.
Chiroleu-Assouline Mireille,	2
Oueslati, Walid,	2
Carlos De Miguel	2
Maruf Rahman Maxim, Kerstin K. Zander	2

Source : Élaboré par nos soins

À partir de notre corpus, la liste des publications avec un nombre important d'articles sur notre sujet est résumée dans le tableau ci-dessous. À partir de cette liste, nous concluons qu'après toutes les conférences ACM, la conférence la plus importante dans ce domaine est « Energy Economics» (journal publié par ELSEVIER en libre accès avec un facteur d'impact de 5,20 en 2019, Selon le SCImago Journal Rank (SJR) « Le SCImago Journal Rank est un indicateur qui mesure l'influence scientifique des revues. Il prend en compte le nombre de citations reçues par un journal et l'importance des journaux d'où provient ces citations », cette revue est classée 2,003). Suivi par « Journal of Environmental Economics and Management » avec un facteur d'impact de 3,45 en 2019, et en troisième place le journal « Energy Policy » dont le facteur d'impact est de 5,04 (Tableau 4 ci-dessous).

Tableau N°4 : Les publications les plus importantes dans le corpus

Publications	Nbre.
Energy Economics	6
Journal of Environmental Economics and Management	4
Energy Policy	3
Economic Analysis and Policy	2
European Economic Review	2
Journal of Cleaner Production	2
Molecular Diversity Preservation International	2
Resource and Energy Economics	2

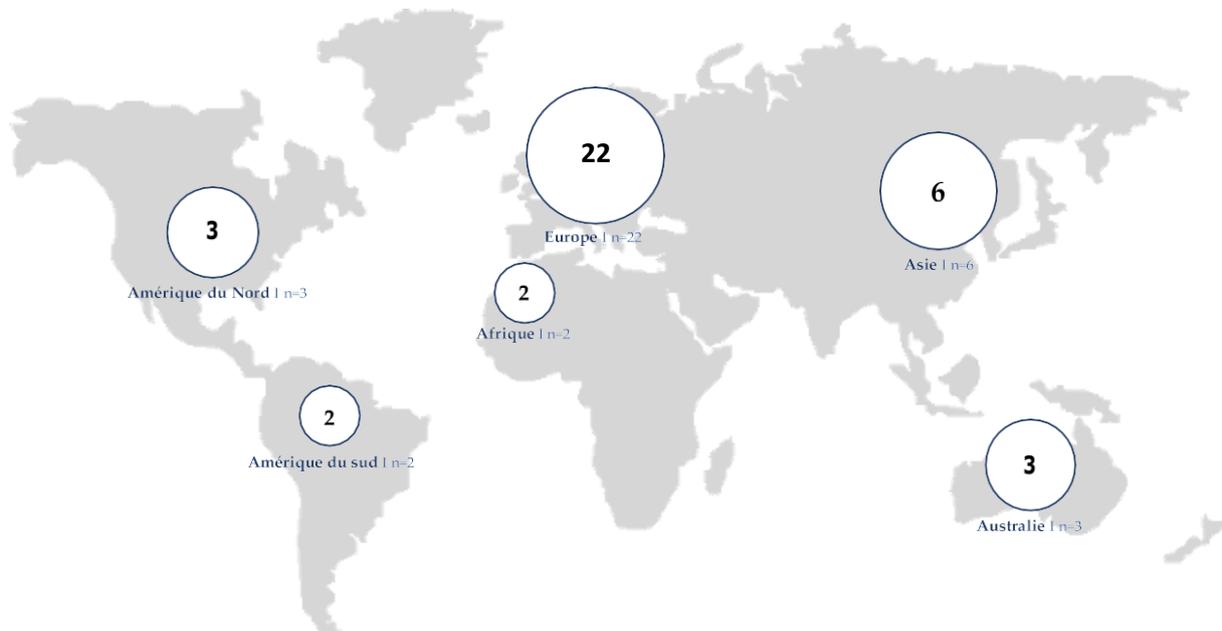
Source : Élaboré par nos soins

3.1. Distribution géographique :

La majorité des études (dans les articles) ont été menées en Europe (n = 22, 57,9%), les études les plus nombreuses ayant été réalisées en Spain (n = 6) et en France (n = 5), tandis que des études d'Italie (n = 3), d'Angleterre (n = 2), Suède (n = 1), Grèce (n = 1), Écosse (n = 1), Suisse (n = 1), Norvège (n = 1), Danemark (n = 1) et Pays-Bas (n = 1) y ont contribué dans une moindre mesure. En outre, d'autres d'études ont été réalisées en Asie (n = 6, 15,8% : Chine n = 3, Russie n = 1, Indie n = 1, Taiwan n = 1). Le reste des études ont été menées en Amérique du Nord (n = 3, 7,9%), ces trois articles étaient celles des États-Unis d'Amérique (n = 3), et en Océanie (n = 3, 7,9% : Australie n = 3). En Amérique du Sud (n = 2, 5,3% : Chile n = 1,

Colombie n = 1). Et finalement en Afrique (n = 2, 5,3% : Maroc n = 1, Ouganda n =1). (voir figure 4)

Figure N°4 : Distribution géographique et écosystémique des études retenues (dans les articles) qui ont examiné le sujet de la fiscalité environnemental



Source : Élaboré par nos soins

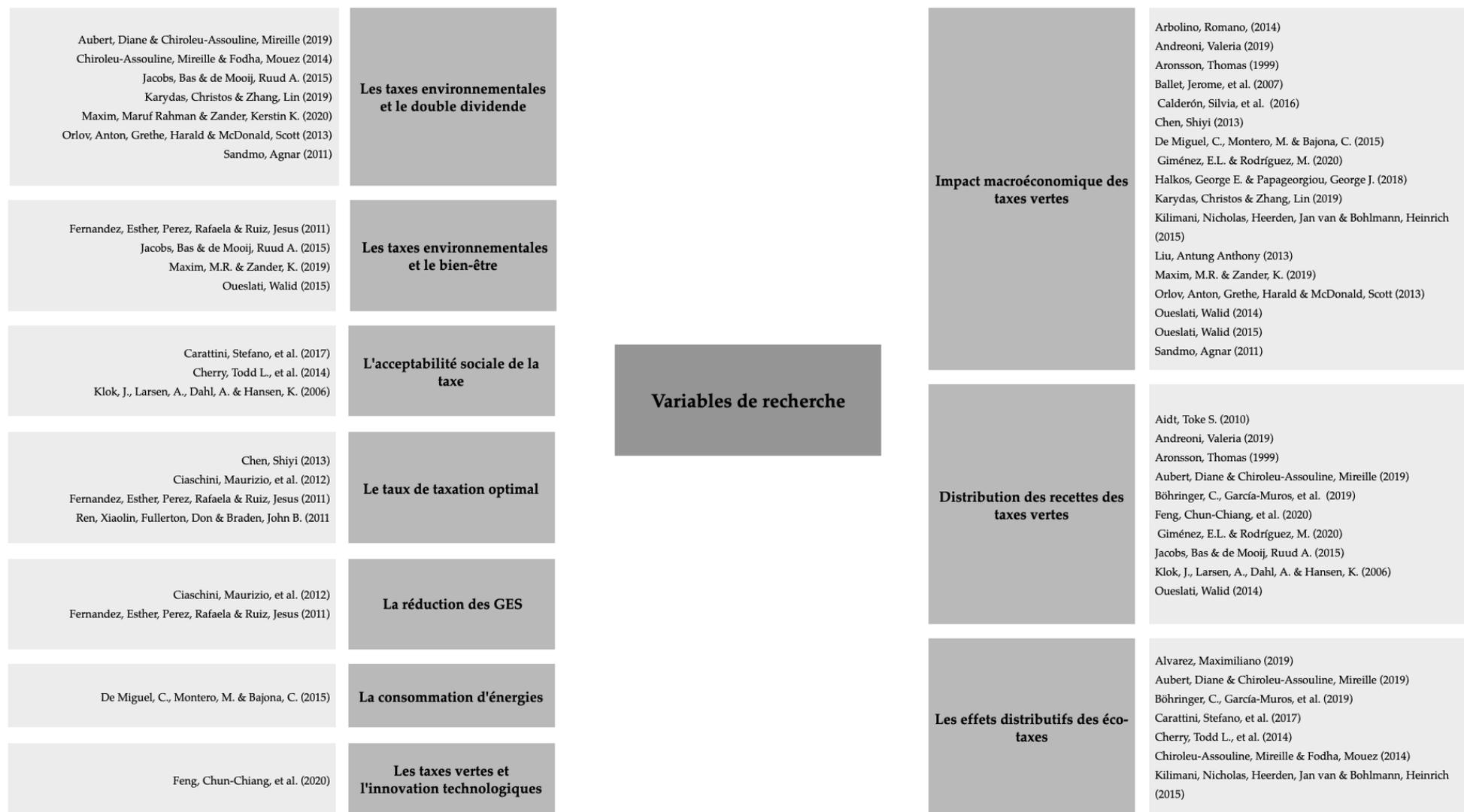
4. Les variables de recherche

Les variables qui ont été identifiées sont donc de plusieurs types. D'un côté il y a les variables qui lient la fiscalité écologique et la performances environnementale et économique, avec une intervention purement stricte de l'État afin de résoudre ou de minimiser les inconvénients du ladite système dont son impact macroéconomique ou bien sa relation avec la distribution des recettes des écotaxes voire même la stratégie adoptée afin de favoriser l'acceptabilité sociale de la taxe par la totalité des entités économiques.

Et d'un autre côté les variables qui portent sur des événements identifiés comme susceptibles d'affecter les comportements des entreprises, à titre d'exemple le taux de taxation optimal ainsi que l'adoption des technologies permettant de limiter et de contrôler le niveau des émissions par les entreprises. Ci-dessus figure N° 5 regroupant les différentes variables de notre recherche, nous nous appuyons pour cela sur une revue des résultats déjà obtenu.



Figure N° 5 : Liste des différentes variables de recherche



Source : Élaboré par nos soins

5. Discussion

Les économistes ont accordé à un consensus assez fort sur la nécessité de mettre un prix sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour lutter efficacement contre le changement climatique, et mettent l'acceptabilité sociale de ces taxes primordiales en vue de réussir une transition fluide vers ce système, **Sapienza et Zingales, 2013**.

Dans une récente étude (**Douenne et Fabre, 2020**), montrent comment la taxe carbone aurait pu connaître un sort différent de France si son revenu avait été reversé aux entités économiques de manière uniforme. Parmi les 3 002 répondants de cette enquête représentative, seuls 10 % approuvent une telle réforme tandis que 70 % s'y opposent (le reste ne se prononce pas). Ce rejet s'explique à notre avis par des perceptions pessimistes des citoyens envers cette taxe : la plus grande partie des Français n'acceptent pas le fait d'introduire une telle taxe et surestiment de ce fait l'impact de la réforme sur leur pouvoir d'achat, et pensent qu'elle serait inefficace pour réduire la pollution et lutter contre le changement climatique. Toutefois, les résultats de l'analyse économétrique révèlent également que lorsqu'ils les citoyens sont convaincus des véritables effets de la réforme, les répondants l'approuvent largement. Ce qui a déjà approuvé par **Cherry, Todd L., et al (2014)** qui ajoutent que dans le cas du péage urbain de Stockholm, une période d'essai avec une taxe efficace peut contribuer à convaincre les citoyens de l'importance de cette réforme et augmente de manière significative l'acceptabilité de la taxe. Dans le même chemin, **Carattini, Stefano, et al (2017)** concluent que les préoccupations en matière de distribution et de compétitivité réduisent l'acceptabilité des taxes sur l'énergie, ainsi que la perception de leur inefficacité.

Klok, J., Larsen, A. et al (2006) concluent vers la fin que la principale raison pour laquelle la politique de RFE a été accueillie avec une acceptabilité sociale apparemment si faible au Danemark est que l'aspect vert de la taxe a été quelque peu survendu. Toutefois, ces auteurs n'ont pas mis le point sur le facteur clés de succès de l'expérience du Danemark en matière des taxes vertes qui est bien la stratégie de communication adopté par les pouvoirs publics avant la mise en place dans le réel de ce régime.

Contrairement à ces auteurs, nous voyons que l'acceptabilité sociale de la taxe carbone est liée non seulement aux propriétés de cette taxe, mais aussi à l'usage de son revenu et de ces recettes. Selon que celui-ci est utilisé pour financer de nouvelles dépenses ou projets d'ordre



environnementale 'investissements verts', réduire d'autres taxes (telles que celles pesant sur le travail) ou compenser l'effet négatif de la taxe sur le revenu des contribuables, la réforme introduite peut respectivement accélérer la décarbonation, stimuler l'emploi, ou réduire les inégalités (**Chiroleu-Assouline Mireille 2015**).

Rappelons que cette taxe vise à mettre un prix sur les émissions de dioxyde de carbone, un tel gaz à effet de serre qui peut déstabiliser le climat lorsqu'il augmente dans l'atmosphère en raison de l'activité humaine. Or, l'analyse économique montre que cette taxe détériore l'efficacité économique en introduisant des distorsions préjudiciables au bon fonctionnement de l'économie, raison pour laquelle l'acceptabilité sociale de la taxe verte est accueillie par les acteurs économiques avec une certaine hésitation.

Sur cette base, nous recommandons conformément aux résultats des travaux réalisés par **Cherry, Todd L., et al (2014)**, qui avait constaté qu'une période d'essai avec une taxe efficace peut augmenter de manière significative l'acceptabilité de la taxe, que le succès de cette expérience nécessite la poursuite d'une stratégie gouvernementale courageuse consistant à mettre en avant, ouvertement et de manière répétée, les objectifs de recettes des taxes liées à l'environnement plutôt que les objectifs environnementaux, afin de réorienter le débat public vers des questions pertinentes telles que les avantages et les inconvénients de la fiscalité liée à l'environnement par rapport à d'autres types d'imposition et le lien entre la charge fiscale globale et les demandes de dépenses publiques.

Les auteurs contribuent à la littérature sur l'acceptabilité des taxes sur le carbone en apportant un nouvel éclairage sur les obstacles à l'acceptabilité des taxes sur le carbone. Et soulignent la nécessité de fournir des informations détaillées sur le fonctionnement des taxes environnementales en vue de contribuer à combler à la fois l'écart entre l'acceptabilité ex-ante et ex-post et l'écart entre les prescriptions des économistes et les préférences du grand public. Toutefois, nous ne soulignons qu'aucun auteur n'avait mis le point sur le facteur important de la compétitivité et comment ce dernier affecte la perception des entités économiques envers ce système, **Carattini, Stefano, et al (2017)** dans leur article (Green Taxes in a Post-Paris World) qui ont conclu que les préoccupations en matière de distribution et de compétitivité réduisent l'acceptabilité des taxes sur l'énergie, ainsi que la perception de leur inefficacité, et concluent vers la fin que la principale raison pour laquelle la politique de RFE a été accueillie



avec une acceptabilité sociale apparemment si faible est que est que l'aspect verte de la taxe a été quelque peu survenu.

Le concept du double dividende occupe une place importante dans la majorité des travaux examinés, et chaque étude aborde le concept dans un angle différent de l'autre. L'un des avantages de la taxe environnementale, par rapport aux subventions, marchés de droits à polluer ou quotas, est d'alimenter le budget de l'Etat par des revenus supplémentaires, qui peuvent être réinjecter ensuite à l'économie et dans les projets d'ordre écologique. **Maxim, Maruf Rahman et al (2020)** furent les premiers à proposer une approche durable de la croissance économique, en mesurant la performance de la GTR dans un contexte de triple dividende (TD) en Australie. Le TD est défini comme un résultat de la GTR qui présente un environnement plus propre (dividende primaire), une consommation plus élevée (dividende secondaire) et un bien-être privé améliorer sous la forme d'un emploi plus élevé (dividende tertiaire. En effet, ces auteurs ont été les premiers à évaluer les politiques environnementales en relation avec ce concept du double dividende dans l'ère de la pandémie COVID-19, et proposent une voie vers la reprise économique qui garde la durabilité et la soutenabilité au premier plan, spécifiquement dans cette situation de la crise qui avait été source de détresse économique. Dans un deuxième temps, les analyses de l'influence des taxes environnementales reposèrent sur l'hypothèse implicite d'une redistribution forfaitaire de leur rendement, afin de ne pas provoquer de distorsions supplémentaires. Toutefois, ces auteurs non pas été les seules à examiner l'effet distributif des taxes vertes, **Pearce (1991)** affirme ainsi que la substitution de taxes environnementales à des taxes distordantes peut produire un double dividende en décourageant les activités qui dégradent l'environnement et en réduisant le coût de distorsion du système fiscal, ce qui va engendrer des recettes supplémentaires utilisables en vue de limiter les distorsions du système fiscale.

Dans un autre contexte, **Chiroleu-Assouline Mireille et al (2014)**, montrent que dans un cadre général qu'une réforme fiscale environnementale neutre sur le plan budgétaire peut entraîner un double dividende, lorsque l'économie est caractérisée par des agents hétérogènes (jeunes et vieux), de nombreuses catégories d'employés (travail hétérogène) et une productivité affectée par la pollution. Ajoutons, **Ciaschini, Maurizio, et al (2012)**, Cet article vise à vérifier l'impact d'une réforme fiscale environnementale capable d'atteindre à la fois la réduction des émissions



de gaz à effet de serre et le double dividende régional. Et tente de détecter et de quantifier l'existence d'un second dividende régional qui intègre le premier dividende national lorsqu'une réforme fiscale environnementale spécifique est introduite.

Le concept de double dividende fait référence au cas où l'introduction d'une taxe environnementale qui ne modifie pas les recettes budgétaires fait apparaître à l'État des avantages à la fois environnementale et économiques. Les premières études théoriques ont réfuté cette hypothèse de double dividende en équilibre général et, à l'inverse, avaient montré que les écotaxes exacerbent plutôt qu'elles n'atténuent les distorsions fiscales existantes. Cependant, le rôle important que jouent ces résultats met l'accent sur les hypothèses de base de ces études : concurrence pure et parfaite et l'équilibre sur le marché du travail. Les imperfections de la concurrence, et l'existence du chômage involontaire, permettent davantage de générer des doubles dividendes au sens fort, ainsi que de prendre en compte le rôle de la qualité environnementale dans le comportement des ménages ou des structures de production, **Chiroleu- Assouline Mireille (2006)**. De toute évidence, conformément aux suggestions de **De Miguel, Carlos & Manzano, Baltasar (2011)**, nous voyons que bien qu'un dividende environnemental soit toujours accordé, l'existence d'un dividende d'efficacité dépend du type de réforme, de sa taille et de sa mise en œuvre progressive. Ainsi, les réformes en une seule étape qui produisent un dividende d'efficacité impliquent des coûts d'efficacité élevés à court terme.

Dans ce cas, la réforme ne pourrait produire des gains d'efficacité à court terme que si elle est mise en œuvre progressivement, mais ces gains finiraient par disparaître à long terme. En plus d'être un moyen d'augmenter les recettes publiques, les écotaxes sont l'un des principaux outils que les décideurs publics doivent utiliser pour influencer sur l'environnement. Depuis quelques années, ils intéressent de plus en plus les décideurs et les chercheurs. L'internalisation des coûts environnementaux externes non tarifés sur le marché est un élément important d'une politique environnementale rentable (OCDE, 2017). La littérature étudiée dans le présent article affirme que la fiscalité permet d'atteindre cet objectif d'internalisation des coûts environnementaux externes d'une manière écologiquement efficace et économiquement efficace et socialement inclusive. De ce fait, **Feng, Chun-Chiang, et al (2020)**, adoptent un modèle d'équilibre général calculable pour analyser l'effet de la taxe carbone et du recyclage des recettes fiscales, les



résultats montrent qu'un mécanisme de recyclage approprié est un facteur clé du succès de la réforme de la fiscalité verte pour une amélioration significative de l'économie, de l'environnement et de la répartition des revenus, simultanément. Alors que, **Böhringer, C., Garcíá - Muros, et al (2019)**, montrent que les préoccupations relatives à la régressivité des taxes environnementales supplémentaires en Espagne peuvent être atténuées par des transferts forfaitaires des recettes des taxes vertes.

Les données sur les recettes fiscales environnementales sont largement utilisées dans les rapports des pays de l'OCDE (examens environnementaux, études économiques, etc.) et les rapports d'indicateurs (aperçu environnemental, indicateurs de croissance verte), travaillant sur l'intégration des politiques et les politiques structurelles. Ensuite, **Andreoni, Valeria (2019)** analysent les principaux facteurs qui ont influencé les variations des recettes des taxes écologiques pour la période entre 2004_2016 en utilisant la technique de décomposition de l'indice IDA proposée par Sun (1998), ces auteurs, Les résultats montrent que des taux de taxation et des réglementations environnementales plus stricts ont été le principal facteur influençant l'augmentation des recettes. Cette recherche contribue alors à identifier comment les réglementations et les facteurs économiques ont influencé les trajectoires de durabilité des pays. Bien que, **Aubert, Diane & Chiroleu-Assouline Mireille (2019)** étudient les conséquences distributives et d'efficacité d'une réforme de la fiscalité environnementale qui distribue les recettes d'une taxe verte en fonction de taux d'imposition du travail variables. Selon les auteurs si la réforme semble régressive, les gains du double dividende peuvent permettre une amélioration de Pareto, en utilisant un impôt sur le revenu non linéaire redistributif.

De plus, **Aidt, Toke S. (2010)** se sont concentrés sur la manière avec laquelle la politique électorale et le lobbying des pollueurs influencent le paquet fiscal écologique adopté au sein des pays, Motivés par les expériences récentes de taxes vertes en Europe, Aidt, Toke S. considèrent trois utilisations différentes du revenu de l'éco-taxe : des réductions d'impôts sur le revenu, des dépenses publiques supplémentaires ou une compensation de la charge fiscale pour les pollueurs. Et montrent par la suite d'un groupe de pression de pollueurs peut faire pression pour que les recettes de l'éco-taxe soient remboursées aux électeurs plutôt qu'à ses membres, cela via le financement des projets verts d'ordre écologique.

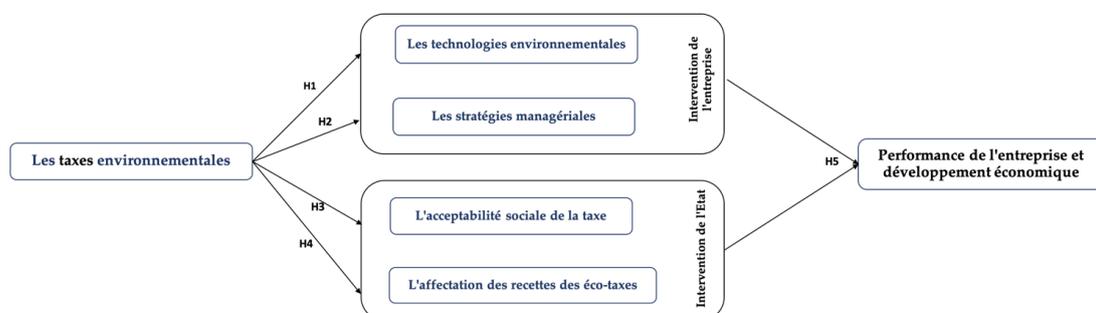
Enfin, nous suggérerons qu'il pourrait être plus efficace de traiter la problématique des recettes si on constate que les pauvres et les riches accordent différents degrés la priorité à la protection de l'environnement. Si nous traitons l'environnement comme un bien normal, les plus riches seront prêts à payer des prix plus élevés pour améliorer la qualité de l'environnement. De plus, les charges fiscales sont partagées entre des parties prenantes avec des niveaux de revenus différents, et toute politique environnementale peut être régressive.

6. Modèle de recherche

Nous avons, dans la première partie de ce document issu de notre revue de littérature, qui décrit précisément les paramètres et les relations qui existent entre la gestion environnementale et la performance économique d'une entreprise. Nous avons par la suite noté que la connaissance et l'analyse de ces relations, doivent permettre d'identifier et d'estimer les facteurs stratégiques liés à la gestion de l'environnement, pour finalement orienter cette dernière vers la création de valeur.

Notre modèle de recherche doit intégrer la relation entre performance environnementale et performance économique. Celles-ci sont directement issues de nos réflexions dans la recherche bibliographique. Dans notre recherche, nous considérons les différents impacts que les activités et actions environnementales de l'entreprise peuvent avoir sur sa performance économique. Nous représentons schématiquement ces interactions de ce modèle de recherche dans la figure 5 suivant :

Figure N°6 : modèle de recherche



Source : Élaboré par nos soins

7. Conclusion

Cette revue systématique synthétise les connaissances actuelles concernant les effets de l'adoption d'une réforme fiscale environnementale. Nos résultats montrent une augmentation du nombre d'études sur ce sujet au cours de la dernière décennie. Les données que nous avons extraites de la littérature présentent des niveaux d'hétérogénéité moyens et élevés, probablement en raison de la variation des méthodes de recherche, des facteurs environnementaux étudiés. Cependant, l'analyse qualitative nous a permis de détecter des modèles généraux existants et des lacunes dans les connaissances.

Nous pouvons conclure que les instruments politiques que les autorités publiques peuvent utiliser pour stimuler l'instauration de la taxe écologique sont ; l'implication des subventions offertes pour l'acquisition de technologies vertes et les cours gratuits sur l'importance des investissements verts destinés aux organisations privées, l'adoption d'une stratégie nationale en vue de renforcer l'acceptabilité sociale de la taxe, l'affectation et le remboursement des recettes des écotaxes aux électeurs plutôt qu'à ses membres, cela via le financement des projets verts d'ordre écologique... Les implications théoriques de la présente recherche fournissent à la littérature spécialisée des résultats importants sur les facteurs qui ont une influence cruciale sur l'adoption de ce système fiscal environnemental. Par conséquent, la recherche contribue à l'enrichissement du concept taxe verte et des moteurs qui lui sont associés. Ainsi, il est clairement démontré dans ce présent travail de recherche que, connaissant les facteurs qui influencent directement ou indirectement ce concept de taxe verte, les entités concernées par cette réforme, peuvent promouvoir une instauration saine et équitable de ce système.

En dépit des avancées significatives dans l'étude de la fiscalité environnementale, plusieurs domaines demeurent ouverts à des investigations plus approfondies. Premièrement, il serait bénéfique d'explorer davantage le concept du double dividende en analysant ses conditions de réalisation dans des contextes économiques spécifiques, et en prenant en compte les effets non seulement sur l'économie, mais aussi sur les objectifs environnementaux. De plus, une recherche approfondie pourrait être entreprise pour évaluer les mécanismes optimaux de l'internalisation des coûts environnementaux externes dans différents secteurs économiques, en considérant des méthodes innovantes telles que les incitations basées sur les nouvelles technologies. Par ailleurs, l'étude des meilleures pratiques pour l'affectation des recettes



généérées par les taxes vertes mérite une attention particulière, en analysant les avantages socio-économiques et environnementaux de différentes approches d'affectation. Enfin, l'application des modèles de recherche longitudinale et comparative pourrait fournir des aperçus plus complets des impacts de la fiscalité environnementale au fil du temps et entre différentes juridictions.



BIBLIOGRAPHIE

- [1] Arbolino, R., & Romano, O. (2014). A Methodological Approach for Assessing Policies: The Case of the Environmental Tax Reform at European Level. *Procedia Economics and Finance*, 17, 202–210. doi:10.1016/s2212-5671(14)00895-8.
- [2] A. Sandmo, (2011). Atmospheric externalities and environmental taxation, *Energy Econ.*, vol. 33, p. S4-S12, doi: 10.1016/j.eneco.2011.07.021.
- [3] A. Orlov, H. Grethe, et S. McDonald, (2013). Carbon taxation in Russia: Prospects for a double dividend and improved energy efficiency », *Energy Econ.*, vol. 37, p. 128-140, doi: 10.1016/j.eneco.2013.01.008.
- [4] A. Chaturvedi, M. Saluja, A. Banerjee, et R. Arora, (2014). Environmental fiscal reforms », *Iimb Manag. Rev.*, vol. 26, n° 3, p. 193-205, doi: 10.1016/j.iimb.2014.06.004.
- [5] A. A. Liu, (2013). Tax evasion and optimal environmental taxes », *J. Environ. Econ. Manag.*, vol. 66, n° 3, p. 656-670, doi: 10.1016/j.jeem.2013.06.004.
- [6] C. De Miguel, M. Montero, et C. Bajona, (2015). Intergenerational effects of a green tax reform for a more sustainable social security system, *Energy Econ.*, vol. 52, p. S117-S129, doi: 10.1016/j.eneco.2015.08.025.
- [7] C. de Miguel et B. Manzano, (2011). Gradual green tax reforms, *Energy Econ.*, vol. 33, p. S50-S58, doi: 10.1016/j.eneco.2011.07.026.
- [8] C. Boehringer, X. Garcia-Muros, et M. Gonzalez-Eguino, (2019) Greener and Fairer: A Progressive Environmental Tax Reform for Spain, *Econ. Energy Environ. Policy*, vol. 8, n° 2, p. 161-180, doi:10.5547/2160-5890.8.2.cbh.
- [9] C.-C. Feng, K.-F. Chang, J.-X. Lin, et S.-M. Lin, (2020). The Distributional Effect of A Carbon Tax on Income in Taiwan, *Sustainability*, vol. 12, n° 4, p. 1530, doi: 10.3390/su12041530.
- [10] D. Aubert et M. Chiroleu-Assouline Mireille, (2019). Environmental tax reform and income distribution with imperfect heterogeneous labour markets, *Eur. Econ. Rev.*, vol. 116, p. 60-82, doi: 10.1016/j.eurocorev.2019.03.006.
- [11] E. Fernandez, R. Perez, et J. Ruiz, (2011). Optimal green tax reforms yielding double dividend, *EnergyPolicy*, vol. 39, n° 7, p. 4253-4263, doi: 10.1016/j.enpol.2011.04.041.
- [12] E. L. Gimenez et M. Rodriguez, (2020). Optimality of Relaxing Revenue-neutral Restrictions in Green Tax Reforms, *Hacienda Publica Espanola-Rev. Public Econ.*, n° 233, p. 3-24, doi: 10.7866/HPE- RPE.20.2.1.
- [13] J. Klok, A. Larsen, A. Dahl, et K. Hansen, (2007). Ecological Tax Reform in Denmark: history and social acceptability, *Energy Policy*, vol. 34, n° 8, p. 905-916.



- [14] J. Ballet, D. Bazin, A. Lioui, et D. Touahri, (2007). Green taxation and individual responsibility », *Ecol. Econ.*, vol. 63, n° 4, p. 732-739, doi: 10.1016/j.ecolecon.2007.05.005.
- [15] I. Daitoh et M. Omote, (2011). The Optimal Environmental Tax and Urban Unemployment in an Open Economy, *Rev. Dev. Econ.*, vol. 15, n° 1, p. 168-179, doi: 10.1111/j.1467-9361.2010.00600.x.
- [16] G. E. Halkos et G. J. Papageorgiou, (2018). Pollution, environmental taxes and public debt: A game theory setup, *Econ. Anal. Policy*, vol. 58, p. 111-120, doi: 10.1016/j.eap.2018.01.004.
- [17] M. R. Maxim et K. Zander, (2019). Can a green tax reform entail employment double dividend in european and non-european countries? A survey of the empirical evidence, *Int. J. Energy Econ. Policy*, vol. 9, n° 3, p. 218-228, doi: 10.32479/ijeep.7578.
- [18] M. R. Maxim et K. K. Zander, (2020). Green Tax Reform in Australia in the Presence of Improved Environment-Induced Productivity Gain: Does It Offer Sustainable Recovery from a Post-COVID-19 Recession? *Sustainability*, vol. 12, n° 16, p. 6514, doi: 10.3390/su12166514.
- [19] M. Ciaschini, R. Pretaroli, F. Severini, et C. Soggi, (2012). Regional double dividend from environmental tax reform: An application for the Italian economy, *Res. Econ.*, vol. 66, n° 3, p. 273-283, doi: 10.1016/j.rie.2012.04.002.
- [20] M. Alvarez, (2019). Distributional effects of environmental taxation: An approximation with a meta-regression analysis, *Econ. Anal. Policy*, vol. 62, p. 382-401, doi: 10.1016/j.eap.2018.10.003.
- [21] M. Chiroleu-Assouline, M. Fodha, (2014). From regressive pollution taxes to progressive environmental tax reforms, *Eur. Econ. Rev.*, vol. 69, p. 126-142, doi: 10.1016/j.eurocorev.2013.12.006.
- [22] N. Kilimani, J. van Heerden, et H. Bohlmann, (2015). Water taxation and the double dividend hypothesis », *Water Resour. Econ.*, vol. 10, p. 68-91, doi: 10.1016/j.wre.2015.03.001.
- [23] Pearce D. W., (1991). The Role of Carbon Taxes in Adjusting to Global Warming. *The Economic Journal*, 101: 938-948.
- [24] S. Chen, (2013). What is the potential impact of a taxation system reform on carbon abatement and industrial growth in China, *Econ. Syst.*, vol. 37, n° 3, p. 369-386, doi: 10.1016/j.ecosys.2013
- [25] S. Carattini, A. Baranzini, et al., (2017). Green Taxes in a Post-Paris World: Are Millions of Nays Inevitable? *Environ. Resour. Econ.*, vol. 68, n° 1, p. 97-128, doi: 10.1007/s10640-017-0133-8.
- [26] S. Calderón *et al.*, (2016). Achieving CO2 reductions in Colombia: Effects of carbon taxes and abatement targets, *Energy Econ.*, vol. 56, p. 575-586, doi: 10.1016/j.eneco.2015.05.010.



- [27] T. S. Aidt, (2010). Green taxes: Refunding rules and lobbying , *J. Environ. Econ. Manag.*, vol. 60, n° 1, p. 31-43, doi: 10.1016/j.jeem.2010.04.001.
- [28] T. L. Cherry, S. Kallbekken, et S. Kroll, (2014). The impact of trial runs on the acceptability of environmental taxes: Experimental evidence, *Resour. Energy Econ.*, vol. 38, p. 84-95, doi: 10.1016/j.reseneeco.2014.06.005.
- [29] T. Aronsson, (1999). On cost benefit rules for green taxes, *Environ. Resour. Econ.*, vol. 13, n° 1, p. 31-43, doi: 10.1023/A:1008253417906.
- [30] W. Oueslati, (2014). Environmental tax reform: Short-term versus long-term macroeconomic effects, *J. Macroecon.*, vol. 40, p. 190-201, doi: 10.1016/j.jmacro.2014.02.004.
- [31] W. Oueslati, (2015). Growth and welfare effects of environmental tax reform and public spending policy, *Econ. Model.*, vol. 45, p. 1-13, doi: 10.1016/j.econmod.2014.10.040.
- [32] X. Ren, D. Fullerton, et J. B. Braden, (2011). Optimal taxation of externalities interacting through markets: A theoretical general equilibrium analysis, *Resour. Energy Econ.*, vol. 33, n° 3, p. 496-514, doi:10.1016/j.reseneeco.20.

